

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher

Blois, le 22/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PROCTER ET GAMBLE BLOIS**

126 avenue de Vendôme  
41000 BLOIS

Références : 2022-1008  
Code AIOT : 0010004219

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement PROCTER ET GAMBLE BLOIS implanté 126, Avenue de Vendôme 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 08/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Sécheresse 2022 : arrêté préfectoral cadre du 21/04/2022 + arrêtés préfectoraux hebdomadaires de limitation et de restrictions des usages. L'article 6 de l'AP cadre renvoie aux arrêtés préfectoraux ICPE pour les établissements concernés.

Ensemble des arrêtés préfectoraux sécheresse et des cartographies consultables sur le site Internet public Propluvia.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROCTER ET GAMBLE BLOIS
- 126, Avenue de Vendôme 41000 BLOIS
- Code AIOT : 0010004219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED

Usine de fabrication de shampoings, après-shampoings et gels douche.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Cessation TAR
- Sécheresse 2022

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à l'arrêt définitif de la TAR	Code de l'environnement du 06/09/2022, article R.512-39-1	/	Sans objet
2	Prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sont détaillés dans les tableaux ci-après.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif de la TAR

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/09/2022, article R.512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation partielle définitive d'une activité ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. [...]</p> <p>II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, « la gestion des déchets » présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<p><b>Observations :</b></p> <p>Dossier de notification de la cessation définitive des TAR transmis au préfet le 7/09/2022 et jugé complet et recevable. TAR déconnectées des réseaux (électricité et fluides) :</p> <p>Par courriel du 12/10/2016 à l'inspection, l'exploitant avait informé de l'arrêt définitif des 2 TAR le 7/10/2016.</p> <p>Par courriel du 8/08/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre une notification de cessation définitive répondant aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement.</p> <p>En préparation de la visite du 6/09/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un projet de notice de cessation.</p> <p>Cette notice a été transmise officiellement au préfet, copie à l'inspection en date du 7/09/2022. Elle répond de manière satisfaisante aux dispositions du code de l'environnement.</p> <p>Evacuation des produits dangereux et gestion des déchets :</p> <p>Pas de produits et déchets stockés sur place (l'entretien et la maintenance des TAR était confiée en sous-traitance à un prestataire spécialisé (NALCO WATER).</p> <p>Démantèlement des tours prévu dans le cadre de la mise en oeuvre du projet "décarbonation", plus précisément dans le cadre du remplacement des actuels groupes froids par d'autres permettant la récupération des calories (projet en cours d'étude, soutenu par l'ADEME, permettra de réduire d'environ 20-25% la consommation en gaz du site). La suppression des TAR permettra de libérer de l'espace pour la mise en oeuvre de ce projet (prévu pour fin 2023).</p> <p>Nota : la bache à eau sous les TAR reste connectée au réseau de refroidissement du site.</p> <p>Interdictions ou limitations d'accès au site :</p> <p>Site SEVESO entièrement cloturé avec contrôle des accès, gardiennage et vidéosurveillance. Accès aux TAR limité au personnel de service.</p> <p>Suppression des risques d'incendie et d'explosion :</p> <p>Les TAR ont été déraccordées (alimentation électrique + canalisations de transport des fluides + alimentation en eau depuis le réseau AEP). Constaté par l'inspection lors de la visite.</p> <p>Surveillance des effets de l'installation sur son environnement :</p> <p>La surveillance légionellose n'a plus lieu d'être. Les prescriptions préfectorales correspondantes seront abrogées dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire (dont la présentation est prévue au CODERST d'octobre 2022).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites</b> : Sans objet
---

**N° 2** : Prescriptions en cas de sécheresse

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 29/05/2013, article 4.1.3
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Prélèvements et consommations en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : <ul style="list-style-type: none"><li>• de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,</li><li>• d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;</li><li>• d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère vers le milieu naturel, avec notamment des observations journalières et éventuellement une augmentation de la périodicité des analyses d'auto surveillance ;</li><li>• de signaler toute anomalie qui entraînerait une pollution du cours d'eau ou de la nappe d'eau souterraine.</li></ul> Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.
<b>Constats</b> : Conforme
<b>Observations</b> : L'exploitant a justifié du respect des consignes de l'arrêté préfectoral : <ul style="list-style-type: none"><li>-affichage comportement citoyen sécheresse (information diffusée au personnel sur les écrans d'affichage du site présentée à l'inspection),</li><li>-arrêt arrosage des espaces verts et des activités de nettoyage à l'extérieur.</li></ul> <p>Au cours de ces 10 dernières années, le site a travaillé à optimiser les lavages pour diminuer ses consommations en eau et ses rejets et à améliorer le traitement de ses rejets, dont les résultats de surveillance montrent de bons résultats. L'exploitant indique que les productions sont programmées afin d'optimiser les séquences de lavage.</p> <p>Le site de production de Blois est actuellement référencé au niveau du groupe monde branche Haircare pour ses niveaux d'émission (ratio le plus faible du groupe : 4,2 l d'eau consommée par unité de production).</p> <p>Aussi, il a été retenu par le groupe pour mener un projet visant à tendre au rejet Zéro au niveau des effluents aqueux, avec l'aide de l'agence de l'eau. Ce projet repose sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- une modification des circuits de lavage en vue d'une ségrégation à la source des effluents collectés en salle de production (séparation des effluents faiblement et fortement chargés),</li><li>- l'implantation d'une unité d'ultra-filtration en complément des actuels traitements des effluents par la STEP interne du site, en vue du recyclage des effluents ainsi traités en eau « pure » dans le process ;</li></ul> <p>Action en cours en vue de vérifier l'absence de pertes sur les consommations des installations annexes aux équipements de production (tours de lavage, etc), avec projet d'installation de capteurs notamment.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le questionnaire hebdomadaire du ministère aux SEVESO.</p>
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet